

# «Depuis vingt ans, c'est le premier gouvernement sans réforme de l'Etat»

Les projets institutionnels de la N-VA n'ont pas vraiment enflammé la Chambre, ce jeudi.

BENOÎT MATHIEU

**V**us les réactions outrées et unanimes de l'opposition francophone mercredi soir, on s'attendait à ce qu'il y ait du sport, du moins un petit peu, lors de la séance plénière de ce jeudi à la Chambre. Bah oui: ce n'est pas tous les jours que Bart De Wever annonce que son parti relance, en interne, la machinerie institutionnelle, alors que la N-VA a grimpé à bord d'un gouvernement fédéral «garanti 100% socio-économique jusqu'en 2019».

En partie raté. Sur le communautaire, le débat n'a pas duré bien longtemps, battu à plates coutures par la colère de la Commission européenne sur les *excess profit rulings* inventés il y a dix ans de cela par une Belgique en quête d'attractivité fiscale. Il faut dire que le Premier ministre n'a eu à répondre qu'à deux questions sur les velléités confédérales de la N-VA. Deux petites questions, donc, portées par Olivier Maingain (DéFI) et Catherine Fonck (cdH) – grand silence frisé de la part du PS. Et encore, qui toutes deux ont effectué un détour par la Catalogne afin de fustiger ce qui se passe au sein de l'exécutif belge.

Dans le viseur d'Olivier Maingain, qui a ouvert le bal, le ministre de l'Intérieur Jan Jambon

(N-VA), qui a qualifié «d'explosives» la (non-)reconnaissance de la Catalogne par la Belgique. «Il n'est pas acceptable qu'un ministre belge se fasse le porte-voix de ceux qui essaient de déstabiliser un Etat souverain.» Catherine Fonck embraille, dénonçant le rythme de plus en plus soutenu des «attaques» de la N-VA. «Non, ce n'est pas de la popote interne à la N-VA. Quand Jan Jambon exige que l'on reconnaisse la Catalogne et menace de faire chuter le gouvernement, il ouvre ainsi la porte à l'indépendance de la Flandre.»

## «De Wever-Malvira»

Charles Michel (MR), lui, il en a vu d'autres. Et des moins mûres, encore bien. Pas question de se laisser déstabiliser. «Je vais m'en tenir à l'expérience des quinze derniers mois et aux 230 pages de l'accord de gouvernement, toutes tournées vers le développement économique.» L'institutionnel n'est pas l'apanage des nationalistes, raille le Premier. «On en discute dans tous les partis. J'ai même entendu des gens parler de la suppression d'une institution francophone.» L'essentiel, c'est

qu'il n'y aura pas de réforme institutionnelle d'ici 2019. «Et après, il y aura des élections, c'est la démocratie. Je prends cela avec recul et le sourire. Di Rupo, Letermé, Verhofstadt... Depuis vingt ans, c'est le premier gouvernement avec un programme uniquement socio-économique et qui n'entreprend pas de réforme de l'Etat.»

Pas convaincu, Maingain. «Si vous vous en tenez à votre feuille de route, vos partenaires, eux, ne le font pas. J'avais coutume de parler du gouvernement De Wever-Michel. En fait, il s'agit du gouvernement De Wever-Malvira. Vous n'avez même pas l'audace de rappeler à l'ordre un ministre qui porte atteinte à la crédibilité du pays.» Pas convaincue, Fonck. «Vous n'entendez rien, vous ne voyez rien, vous ne dites rien. C'est de l'inconsistance. Vous défendez plus la Belgique quand vous n'étiez pas Premier ministre!» Et puis c'est tout. «L'incident est clos», comme on dit à la Chambre.

Puisqu'on parle de la Chambre, signalons ceci. Pour mener à bien leur mission de réflexion autour du confédéralisme, les députés Hendrik Vuyt et Veerle Wouters ont démissionné de leur poste de patron et vice-patronne du groupe N-VA. Les mauvaises langues pré-

tendent que De Wever aurait profité de l'occasion pour se «débarrasser» de Vuyt, dont il n'était que moyennement satisfait. Allons, dément ce dernier. Cette réflexion institutionnelle a démarré en mai, pour accélérer en octobre. «Chef de groupe, cela implique beaucoup de contraintes. Veerle et moi étions demandeurs de moins d'administratif et de people management, et de plus de travail de fond, sur du contenu. Notre demande a croisé le projet de Bart De Wever. C'est cela: la rencontre de deux souhaits existants.»

## Voici à quoi ressemble le confédéralisme à la sauce N-VA

Début 2014, le parti nationaliste clarifiait sa notion de confédéralisme. Il lui reste à convaincre une opinion publique qui n'a pas forcément le même agenda.

BENOÎT MATHIEU

«S'étonne-t-on vraiment qu'un parti nationaliste soit nationaliste?» ironisait le MR Didier Reynders mercredi soir, dans la foulée du communiqué lâché par Bart De Wever. En d'autres termes: ce n'est pas parce que la N-VA est montée à bord du gouvernement et a accepté une pause institutionnelle de cinq ans que son ADN a subitement changé. La sortie de leur président est là pour le rappeler: les nationalistes réfléchissent aux étapes futures devant mener à «l'émancipation flamande».

Cette émancipation porte un nom: confédéralisme – ces deux substantifs se côtoient, à deux lignes d'écart, dans la prose de Bart De Wever. Confédéralisme, donc Késako? Le principe n'est pas bien compli-

qué. «D'un point de vue constitutionnel, cela signifie que la souveraineté descend du niveau fédéral vers les entités fédérées», explique Bart Maddens, politologue à la KUL et proche du mouvement flamand. Et que, par défaut, toutes les compétences sont aux mains des entités fédérées, à l'exception de ce que les dites entités acceptent de faire ensemble. Il n'y aurait plus d'élections à l'échelle belge, le gouvernement fédéral étant constitué de délégations provenant des entités fédérées. Une sorte de comité de concertation, donc, qui réunit aujourd'hui les gros bras du Fédéral et des entités fédérées – et où l'on s'invective plus souvent qu'à son tour.

On a souvent reproché à la N-VA d'avancer masquée sur ce terrain confédéraliste. Que voulait-elle concrètement? Eh bien, elle y a répondu dans les grandes lignes, et on ne peut même pas prétendre que ce soit vraiment neuf. C'est le second chapitre du manifeste sorti du congrès tenu à Anvers fin janvier 2014. Son titre? Confédéralisme. Plus

tôt explicite. On vous résume.

### Le «choix bruxellois»

Dans la Confédération Belge subsistent deux entités principales: Flandre et Wallonie. Enfin, deux et demie, parce qu'il y a Bruxelles, aussi, qui bénéficie d'un statut spécial – la Communauté germanophone, elle, doit s'arranger avec la Wallonie sur la question de son financement (on simplifie). Tout ce qui a trait aux personnes (sécurité sociale, impôt des personnes physiques, etc.) relève de la Flandre et de la Wallonie. Ce qui mène, dans la capitale, à ce que la N-VA nomme le «choix bruxellois». Et que les partis francophones nomment principe de sous-nationalité, ce qu'ils abhorrent. Les Bruxellois devront indiquer s'ils souhaitent souscrire au système flamand ou wallon.

Par contre, pour tout ce qui relève du «territoire» (impôt des sociétés, précompte immobilier, droits d'enregistrement ou d'hypothèque), la partition se jouerait à trois: Flandre,

Wallonie et Bruxelles.

Et la dette, souvent présentée comme l'ultime (et pragmatique) rempart au séparatisme? Elle n'est pas scindée et reste la charge de la Confédération, qui bénéficie, parce que l'Europe le veut ainsi, de la TVA et des accises pour la financer. Cette dette «confédérale» serait condamnée à l'extinction, un peu comme une *bad bank*, tout nouvel emprunt étant du ressort des entités confédérées. Même combat pour la royauté, maintenue et confinée à un rôle purement protocolaire.

#### «Frankenstein»

«Le confédéralisme repose sur deux principes majeurs, argumente Hendrik Vuyte (N-VA), que Bart De Wever a chargé, en duo (inséparable) avec Veerle Wouters, de piloter la réflexion – et de la faire aboutir. Un: la répartition cohérente et homogène des compétences. Au lieu du morcellement actuel lié à la sixième réforme de l'Etat. Depuis le début de la législature, la Belgique est constamment confrontée à ce problème. Prenez l'indexation des loyers: on ne sait pas qui est compétent parce que tout le monde l'est.»

Cette rationalisation des compétences pourrait-elle déboucher sur la «refédéralisation» de certaines? Ne rêvez pas. «Les compétences doi-

vent être rassemblées à un niveau de décision où il est facile de dégager un consensus, ce qui est nettement plus aisé en Wallonie ou en Flandre qu'au niveau belge. Cela ne sert à rien d'essayer de forger un compromis entre deux visions différentes, à chaque fois,

il y a un monstre qui en sort. C'est comme ça que l'Etat belge est devenu une sorte de Frankenstein.» Le second principe concerne la loi de financement: responsabilisation. «Les entités fédérées ne peuvent continuer à exercer de plus en plus de compétences tout en restant dépendantes du Fédéral pour leur financement.»

Restera à définir dans quels domaines Flandre et Wallonie souhaiteront se donner la main. «La Défense est souvent citée, avance Bart Maddens. Et comme la Belgique resterait membre de l'Europe, il faudrait y parler d'une seule voix. C'est une partie importante des Affaires étrangères.»

Ah oui, un dernier détail: il faudra aussi fédérer une majorité autour de ce projet. Est-ce gagné, ne fût-ce qu'en Flandre? «Pour l'heure, sûrement pas, estime le politologue. L'opinion publique estime qu'il n'existe plus de problème institutionnel après la réforme de l'Etat, alors que cette réforme a rendu la répartition des compétences encore plus complexe et chaotique.

Mais ce fait ne percole pas, l'institutionnel n'est plus à l'agenda de l'opinion flamande. Notamment parce que la N-VA elle-même ne parlait plus vraiment de communautaire – et si les nationalistes se taisent sur le sujet, c'est que tout est réglé.»

Ce sera, entre autres, la mission de la paire Vuyte/Wouters, outre la poursuite de la réflexion et sa traduction en textes juridiques: «Trouver du soutien en Flandre afin d'organiser le confédéralisme, résume Hendrik Vuyte. En vue de 2019.» Pas avant. Promis, juré, craché.

#### «La souveraineté descend du niveau fédéral vers les entités fédérées.»

BART MADDENS  
POLITOLOGUE (KUL)

«Cela ne sert à rien d'essayer de forger un compromis entre deux visions différentes, à chaque fois, il y a un monstre qui en sort.»

HENDRIK VUYTE  
DÉPUTÉ FÉDÉRAL N-VA

## Les jeunes Flamands sont moins favorables au séparatisme

ANAÏS SORÉE

Bart De Wever presse-t-il le pas sur les questions institutionnelles de peur de rater le momentum? Une étude de l'ULB et de l'UCL démontre que la jeune génération de Flamands est moins favorable au séparatisme que les générations précédentes. «Ces deux-trois dernières années, plusieurs études ont démontré que la génération des 18-30 ans adhère de moins en moins aux idées de séparatisme. Notre étude le confirme encore», indique Bernard Rimé, professeur en sciences psychologiques à l'UCL et co-auteur de l'étude. «Les jeunes Flamands préfèrent la conciliation à la confrontation. Ils sont plus ouverts que les générations précédentes. C'est la génération internet», explique-t-il.

#### Souvenirs douloureux

L'étude a comparé trois générations de personnes vivant en Flandre: celles nées entre 1920 et 1957, c'est-à-

dire durant la période précédant la création de l'Etat fédéral; celles nées entre 1958 et 1982 c'est-à-dire pendant la fédéralisation; et les per-

sonnes, enfin, nées après 1983.

L'étude partait du principe qu'au nord du pays, le mouvement séparatiste était motivé par les souvenirs douloureux du mauvais sort subi par les Flamands lorsqu'ils étaient sous domination francophone (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles). Les chercheurs appellent cela la «mémoire collective douloureuse». Or, elle ne correspond plus à l'expérience des jeunes Flamands du XXI<sup>e</sup> siècle. «Si les générations précédentes voient le passé comme étant douloureux, les jeunes Flamands ont, eux, grandi dans une Flandre prospère. Ils ne partagent pas le sentiment de misérabilisme», commente Bernard Rimé.

La mémoire douloureuse s'estompe donc en Flandre et, avec elle, les idées de séparatisme. Moins de 16% des jeunes Flamands de moins

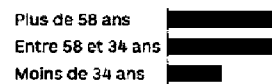
de 34 ans y sont favorables. C'est deux fois moins que les générations précédentes (voir infographie). «L'effet générationnel est en train de réduire l'orientation nationaliste chez les jeunes Flamands», observe Bernard Rimé.

#### De l'empathie

Et à force de voir dans leurs médias une Wallonie en déclin économique, les jeunes Flamands ont même développé une certaine empathie pour les francophones. L'étude montre ainsi que plus ils sont jeunes, plus les Flamands perçoivent le sort des francophones comme douloureux.

#### QUELS SONT LES FLAMANDS FAVORABLES AU SÉPARATISME?

En % du total des sondés



Source: UCL/ULB